

# **La répression échoue à stopper la campagne BDS croissante sur les campus nord américains !**

Le soutien historique apporté en décembre 2013 au boycott universitaire des institutions israéliennes de la part de l'Association des Études Américaines, qui suivait de quelques mois celui de l'Association des Études Asiatiques Américaines, a réussi à briser le mur maccarthiste de peur et d'intimidation que les sionistes ont créé au sein du monde universitaire aux États Unis.

Un certain nombre d'associations universitaires de renom ont emboîté le pas et ont pris des résolutions en appui au mouvement d'ensemble BDS conduit par les Palestiniens. On compte parmi eux l'Association des Études Indigènes et Natives Américaines, l'Association des Études Ethniques Critiques, l'Association de Littérature Africaine, l'Association des Études de Paix et de Justice et, plus récemment, l'Association Nationale des Études sur les Femmes. L'Association des Études Moyen Orientales a massivement voté pour légitimer le soutien au BDS.

En même temps, de nombreuses organisations étudiantes des campus étatsuniens et canadiens ont voté différentes résolutions ; au cours des deux dernières années, six résolutions de ce type ont été votées rien que dans l'ensemble universitaire de Californie.

Tandis que le mouvement BDS s'étend rapidement au cœur de l'empire US, le soutien-clef d'Israël, le gouvernement israélien et les organisations sionistes intensifient leurs efforts de répression de BDS sur les campus pour museler les

voix qui s'élèvent de plus en plus et qui appellent à ce que cesse le régime d'occupation d'Israël, le colonialisme des colons et l'apartheid.

En février 2014, le gouvernement israélien a tenu une réunion secrète pour l'adoption d'une nouvelle stratégie visant à combattre le mouvement BDS dans le monde, admettant ainsi indirectement la faillite de sa stratégie antérieure basée sur de la propagande. Le ministère des Affaires Stratégiques, désormais en charge du combat contre BDS, a requis 100 millions de shekels pour mener une campagne agressive contre le mouvement ; les fonds ont été réservés pour « du matériel de RP (relations publiques), des campagnes énergiques juridiques et médiatiques contre des organisations pro-boycott »[1]. Le ministère des Affaires Stratégiques a déjà fourni à la branche de renseignements de l'armée israélienne un budget de plusieurs millions de shekels dans le but de renforcer la surveillance militaire de telles organisations[2].

Les répercussions des tentatives désespérées d'Israël pour supprimer BDS, notamment après l'échec de sa campagne « Marque Israël », qui a déversé des centaines de millions de dollars en propagande destinée au blanchiment de l'oppression du peuple palestinien, se font maintenant sentir sur les campus au Royaume Uni, en Europe et en Amérique du Nord[3]. C'est particulièrement sensible depuis l'assaut brutal d'Israël sur Gaza l'été dernier, qui a mis à nu la brutalité de ce régime aux yeux du monde et l'a laissé plus vulnérable et moins défendable.

Des organisations sionistes, émanant souvent d'universités occidentales, essaient maintenant de réprimer les étudiants qui s'organisent, passant au seul moyen qui leur reste – la coercition pure et simple et l'interdiction de la liberté de parole. Mais cette tactique s'est déjà retournée contre eux, aliénant les libéraux et donnant un élan imprévu à BDS.

Aux États Unis, des groupes anti-palestiniens ont commencé à « menacer régulièrement des administrations universitaires de procédures juridiques et à encourager la répression contre les groupes du SPJ (Étudiants pour la Justice en Palestine) »[4]. Les soutiens d'Israël au Royaume Uni emploient la même tactique[5]. Israël et ses lobbyistes tentent de criminaliser le soutien à BDS sur les campus en vue de fermer de force les espaces légitimement dévolus à l'activité militante d'étudiants et à l'expression universitaire de critiques du régime israélien ou même de sa politique. Israël est bien en train de promouvoir un « nouveau McCarthyisme » glaçant qui exige une loyauté inconditionnelle et qui punit sévèrement la dissidence[6].

L'exemple le plus éclatant de cette escalade de la répression est le cas du Professeur palestinien-américain Steven Salaita. Après qu'on lui ait offert un poste permanent à l'Université d'Illinois à Urbana Champagne, Salaita a été visé pour avoir dénoncé sur les réseaux sociaux le dernier massacre d'Israël à Gaza. Le résultat d'une pression sioniste sur l'université a fait que la nomination au poste prévu du professeur Salaita a été annulée. Des milliers d'enseignants aux USA se sont manifestés en soutien au cas de Salaita et ont dénoncé la décision politique de l'université comme atteinte à la liberté de parole.

Le ciblage de ceux qui critiquent Israël ne s'arrête pas à la question de la Palestine ; il a des implications plus larges envers tous ceux qui s'organisent pour la justice sociale en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Le cas de Steven Salaita illustre clairement le danger que les administrations universitaires ne deviennent des agents qui facilitent le contrôle de l'expression légitime de soutien aux luttes de Ferguson à Gaza et à bien d'autres. Il met aussi l'accent sur la façon dont la militance pour la Palestine et pour BDS devient la ligne de front pour la défense de la liberté d'expression et pour la dissidence sur des campus qui sont de

plus en plus sous l'influence des grandes entreprises en Amérique du Nord.

Lors du lancement récent d'une campagne de désinvestissement à l'université de Toronto, des organisateurs du BDS ont été l'objet d'attaques racistes et sexistes par la fanatique Ligue de défense Juive. Au lieu de protéger les étudiants et de soutenir leur droit à la liberté de parole, l'administration de l'université a capitulé devant la contrainte et a annulé l'événement BDS, au lieu de faire sortir du campus un groupe accusé d'un discours de haine[7]. Et pourtant, les campagnes BDS se répandent au Canada.

Le vent a tourné et BDS a bâti un mouvement pour les droits humains à large base internationale, qui se tient fermement aux côtés de la lutte des Palestiniens pour mettre fin aux violations par Israël du droit international, de la justice et de l'égalité. Ce mouvement ne saurait être facilement arrêté. La décision de désinvestissement prise par l'organisation étudiante de UCLA le 20 novembre, le montre à l'évidence. C'est par une victoire écrasante qu'une large coalition d'organisations étudiantes a voté une résolution de désinvestissement, malgré une campagne agressive lancée par l'organisation sioniste Hillel, dont le budget annuel 2012 était de 1,8 millions de dollars, et qui a été jusqu'à louer les services d'une agence de relations publiques pour combattre BDS sur le campus[8]. Les étudiants ont réussi à vaincre ces forces de répression et d'intimidation en s'organisant collectivement.

Les gens de conscience dans le monde se font entendre et se tiennent du bon côté de l'histoire. Leurs voix « annoncent la fin de l'apartheid israélien. Le temps passe » [9]

15-12-2014

*Traduction SF pour l'AURDIP*

---

[ 1 ]

<http://www.bdsmovement.net/2014/lawyers-mossad-fight-bds-11750>

[2] Ibid

[3] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=1182>

[ 4 ]

<http://electronicintifada.net/blogs/nora-barrows-friedman/costly-pro-israel-pr-campaign-fails-stop-ucla-divestment>

[5]<http://electronicintifada.net/blogs/hilary-aked/documents-reveal-pro-israel-lawfare-attack-university-college-london>

[6] <http://pacbi.org/etemplate.php?id=2596>

[7] <http://www.utgsu.ca/2014/11/04/press-release-divest-event/>

[8] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=2621>

[ 9 ]

<http://www.middleeasteye.net/columns/gaza-and-global-rage-14376521>